L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il de poser une question?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je pense que toute tentative visant à élaborer une formule de remboursement différente de celle que prévoit ce projet de loi, serait accusée de n'être qu'une variation des dispositions du bill lui-même. Le ministre sait très bien que les modifications apportées à la procédure ces dernières années, en particulier depuis que nous avons abandonné la phase de la résolution, indiquent que la forme du bill auquel le gouverneur général a donné son accord, en ce qui concerne le contenu essentiel de ce bill, est la forme qui a été établie et qui ne peut pas être modifiée.

Toute tentative pour apporter ce genre de changements importants au projet de loi en comité, serait étouffée dans l'œuf. Si nous essayons d'agir ainsi en comité, le ministre, ou les députés libéraux de ce comité, seront les premiers à déclarer que nous ne pouvons pas le faire, sinon nous outrepasserions les termes du bill établis une fois pour toutes par le gouverneur général, dans sa recommandation.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il de poser une question? Peut-il m'indiquer en quoi le message ou la recommandation du gouverneur général touche l'une des propositions qu'il a faites? Aucune d'entre elles ne porte atteinte à la responsabilité de la Couronne, et c'est là le point essentiel.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, le ministre m'étonne. Vous savez, il a une telle mémoire! Ne sait-il pas que lorsque nous avons tenté faire comprendre que depuis la suppression de l'étape de la résolution, nous ne sommes pas obligatoirement liés par les termes de la recommandation du gouverneur général, on nous a répondu que le projet de loi dont nous sommes saisis est le projet de loi que nous devons étudier, et que nous n'étudions que ce qui a été proposé dans la recommandation royale?

L'hon. M. MacEachen: Oh!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'aimerais qu'on ne m'adresse pas de telles interjections ce soir. Le ministre est plus raisonnable que cela. On nous a dit que nous sommes limités par la mesure législative à l'étude, et que tout effort pour en dévier serait difficilement accepté au comité permanent. Le conseil parlementaire sera là ...

L'hon. M. MacEachen: Alors, comment pourrait-on modifier en comité des projets de loi accompagnés de recommandations? Selon le député, il serait impossible de modifier quelque bill que ce soit, de quelque façon que ce soit en comité. C'est ce qu'il affirme ce soir.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): On peut toujours modifier le bill en comité s'il s'agit de détails qui ne modifient en rien le principe fondamental. Mais nous exigeons un tout autre principe, le principe d'une régie efficace des dépenses électorales.

L'hon. M. MacEachen: Ce n'est là qu'une opinion, pas un amendement.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pour nous, le bill à l'étude ne contrôle nullement les dépenses électorales il ne régit que quelques-unes des dépenses des candidats. Nous exigeons le contrôle de toutes les dépenses, des candidats comme des partis. Nous ne pourrions obtenir ce que nous exigeons, au chapitre de la divulgation des dépenses, en cherchant à modifier le bill en comité.

L'hon. M. MacEachen: C'est absurde.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous demandons également dans notre amendement qu'on divulgue le montant des contributions faites entre les élections de même qu'en période électorale. Je suis sûr, j'en mettrais ma main au feu, que si nous essayions de proposer cet amendement au comité permanent ou au comité plénier, le président du Conseil privé serait le premier à dire qu'il dépasse la portée du bill établi et recommandé par le gouverneur général.

Je remarque, non sans intérêt, que le président du Conseil privé n'a pas repris l'objection soulevée à propos de l'amendement proposé la semaine dernière par le député d'Hillsborough (M. Macquarrie), et qu'on entend bien des fois depuis quelque temps, c'est-à-dire que l'amendement approuve et désapprouve à la fois le bill. Nous avons dit bien clairement, et j'espère avoir été catégorique sur ce point dans mon discours, que notre parti n'a pas l'intention de s'opposer en partie au bill puis de faire volte-face et de l'accepter. Le projet de loi pêche par la base selon nous, et notre amendement propose une solution et de ce fait s'oppose entièrement au bill tel qu'il est rédigé.

Monsieur l'Orateur, vendredi dernier, lorsque vous avez rendu une décision sur l'amendement proposé par le député d'Hillsborough, vous avez cité certains des paragraphes usuels sur le sujet. Qu'il me soit permis de citer en particulier le commentaire 382 de la quatrième édition de Beauchesne:

Un député qui désire exprimer des raisons spéciales de s'opposer à la deuxième lecture d'un bill peut aussi ...

Je m'interromps pour dire que c'est pourquoi je pense qu'on appelle ces amendements motivés. Nous cherchons à offrir nos raisons de nous opposer à la deuxième lecture du bill ou de l'amendement. Je poursuis:

... proposer, à titre d'amendement, une résolution déclaratoire sur quelque principe contraire à ceux qui sont consacrés par le bill lui-même, à son opportunité ou à ses dispositions ...

C'est précisément ce que nous faisons. Nous abordons ce bill selon un principe différent, avec une opinion différente de son opportunité et nous proposons des dispositions différentes. Nous croyons que le bill C-211 à l'étude n'englobe pas la totalité du sujet que nous examinons. Nous nous y opposons et nous voulons en interrompre la marche afin qu'il nous soit présenté un bill englobant un principe différent, une conception et des dispositions différentes qui assureront un meilleur contrôle des dépenses d'élection.

Peut-être n'était-il pas nécessaire que j'aborde ce côté de la question puisqu'il est clair, le président du Conseil privé ne l'ayant pas mentionné, que notre amendement ne pêche pas de ce côté-là. Il s'agit d'un amendement proposé par les députés qui s'opposent au bill. Nous avons exposé certaines des raisons pour lesquelles nous nous y opposons et nous avons souhaité qu'on adopte une ligne de conduite différente.